

- 2° la plus-value du partenariat international pour le projet ;
 3° le rôle des partenaires internationaux dans le projet et le rôle du demandeur établi dans la région néerlandophone ou la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
 4° la mesure dans laquelle le demandeur contribue lui-même au cofinancement requis ou la mesure dans laquelle d'autres partenaires y contribuent ;
 5° le financement mis à disposition par l'instance ou l'organisation internationale ;
 6° l'évaluation par l'instance ou l'organisation internationale, si cela s'applique ;
 7° la faisabilité et l'élaboration concrète de la demande de subvention en termes de financement, de calendrier et d'organisation pratique. La nécessité d'une subvention de projet est démontrée dans le budget, compte tenu des propres recettes issues du projet.

Sur la base de l'avis de la commission d'avis, l'administration formule un projet de décision et soumet ce projet au Ministre.

Le Ministre prend une décision en vue et sous réserve de l'approbation définitive du projet par l'instance ou l'organisation internationale requérant le cofinancement. Si l'instance internationale ou l'organisation requérant le cofinancement arrête ou réduit entre-temps le subventionnement du projet, la subvention de projet est également arrêtée ou réduite proportionnellement entre-temps.

Art. 16/8. Une subvention de projet destinée à cofinancer un projet international ne dépassera pas la moitié du cofinancement demandé par l'instance ou l'organisation internationale, avec un maximum de 10 000 euros par an.

Une subvention de projet pour un projet international requérant un cofinancement est mise à disposition en accord avec l'instance internationale ou l'organisation exigeant le cofinancement. Une avance suivante ou le solde peuvent être mis à disposition sur la base d'une évaluation effectuée par cette instance ou cette organisation internationale.

Section 5. — Disposition transitoire

Art. 16/9. Les interventions dans les frais de voyage à l'étranger visées à l'article 16, octroyées en 2019, peuvent également être demandées par les associations de fait ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2019.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les affaires culturelles dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,
 S. GATZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200267]

20 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'évaluation et à la cessation d'activités des caisses privées d'allocations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, les articles 58 et 59;

Vu le rapport du 29 juin 2018 visé à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2018;

Vu l'avis du Comité 'Familles' de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 28 août 2018;

Vu l'avis 64.319/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles visée à l'article 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé;

2° la caisse privée : toute caisse privée d'allocations familiales agréée par le Gouvernement;

3° la cessation d'activités : la fin des activités d'une caisse privée d'allocations familiales en tant que caisse privée d'allocations familiales agréée par le Gouvernement faisant suite à une décision volontaire ou judiciaire ou à un retrait de l'agrément;

4° le Comité 'Familles' : le Comité visé par l'article 20 du Code wallon de l'action sociale et de la santé;

5° le décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;

6° l'envoi conférant date certaine : un envoi dont la date de réception peut être prouvée et qui revêt une des formes suivantes :

- 1) le courriel daté et muni d'une signature électronique;
- 2) le recommandé avec accusé de réception;
- 3) l'envoi par une société privée contre accusé de réception;
- 4) le dépôt de l'acte contre récépissé;

7° le Ministre : le Ministre ayant les Prestations familiales dans ses attributions;

8° le plan de redressement : le plan de redressement visé aux articles 58, § 4, alinéa 2, 2°, et 59, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 8 février 2018.

CHAPITRE II. — *Evaluation et manquements*

Art. 3. L'Agence examine périodiquement et, au moins une fois par an au plus tôt à la date anniversaire de l'entrée en vigueur de l'agrément de la caisse privée, le respect des dispositions visées à l'article 58, § 3, du décret du 8 février 2018.

Pour cet examen, l'Agence utilise au maximum les données électroniques de source authentique et les informations fournies par les services de contrôle de sa branche 'Familles'.

Sur simple demande de l'Agence, la caisse privée communique tous les renseignements et documents complémentaires requis dans le délai imparti.

Art. 4. Le rapport d'évaluation est rédigé sur une base annuelle.

En cas d'évaluation négative visée à l'article 58, § 4, alinéa 2, du décret du 8 février 2018, la proposition de sanction administrative est inscrite à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions du Comité 'Familles' qui joint son avis au rapport d'évaluation.

L'Agence notifie le rapport d'évaluation accompagné, en cas d'évaluation négative, de l'avis du Comité 'Familles' à la caisse privée, par envoi conférant date certaine.

Art. 5. Pour l'application de l'article 59, § 3, du décret du 8 février 2018, l'Agence notifie à la caisse privée une proposition de sanction administrative, accompagnée de l'avis du Comité 'Familles', par envoi conférant date certaine.

Art. 6. § 1^{er}. Dans les quinze jours de la notification du rapport d'évaluation visé à l'article 4 ou de la proposition de sanction administrative visée à l'article 5, la caisse privée peut communiquer ses observations écrites à l'Agence, par envoi conférant date certaine.

§ 2. Dans le même délai et selon les mêmes modalités, la caisse privée peut demander à être entendue, représentée par la personne de son choix.

La caisse privée est entendue, au plus tard dans les trente jours suivant la notification du rapport d'évaluation ou de la proposition de sanction administrative, par la personne désignée au sein de l'Agence.

L'Agence dresse un procès-verbal de l'audition qu'elle communique à la caisse privée.

§ 3. L'Agence transmet au ministre le rapport d'évaluation visé à l'article 4 accompagné, en cas d'évaluation négative, de la proposition de sanction administrative ou la proposition de sanction administrative visée à l'article 5, accompagné, le cas échéant, de l'avis du Comité 'Familles', des observations écrites de la caisse privée visées au paragraphe 1^{er}, et du procès-verbal de l'audition visé au paragraphe 2, alinéa 3.

Art. 7. Le Gouvernement peut prendre une des mesures visées aux articles 58, § 4, alinéa 2, ou 59, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 8 février 2018 dans les soixante jours suivant la notification du rapport d'évaluation accompagné, en cas d'évaluation négative, de la proposition de sanction administrative ou de la proposition de sanction administrative.

En l'absence de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement est réputé renoncer à prendre une sanction administrative.

Le Gouvernement notifie sa décision à la caisse privée par un envoi conférant date certaine.

Art. 8. Le plan de redressement contient au minimum les éléments suivants :

- 1° l'état de la situation financière et administrative de la caisse privée détaillé et commenté;
- 2° des indicateurs quantitatifs et qualitatifs de suivi de l'amélioration de la situation administrative et financière de la caisse privée;
- 3° les mesures à mettre en œuvre afin de maîtriser les dépenses, d'optimiser la qualité des prestations et d'augmenter la satisfaction des bénéficiaires de la caisse privée;
- 4° un calendrier d'exécution du plan de redressement.

Art. 9. La caisse privée soumet le plan de redressement à l'Agence dans le délai imparti par le Gouvernement, avec un maximum de quatre mois.

Art. 10. Dans les trois mois de la réception du plan de redressement, l'Agence examine si :

- 1° le plan de redressement répond aux exigences prévues à l'article 8;
- 2° les mesures prévues dans le plan de redressement sont susceptibles d'être mises en œuvre rapidement et de manière efficace.

Lorsque l'Agence constate que le plan de redressement présente des lacunes importantes ou si il existe des obstacles significatifs à sa mise en œuvre, elle invite la caisse privée à apporter les modifications adéquates dans un plan de redressement rectifié, dans le délai qu'elle fixe.

Art. 11. L'Agence fixe les modalités du plan de redressement lorsque la caisse privée ne soumet pas de plan de redressement ou de plan de redressement rectifié dans le délai visé à l'article 10, alinéa 2.

La caisse privée peut introduire un recours à l'encontre des modalités du plan de redressement fixées par l'Agence auprès du ministre dans les quinze jours qui suivent la réception du plan de redressement, par un envoi conférant date certaine.

Ce recours n'est pas suspensif.

Le Ministre statue dans les trente jours qui suivent la date de l'introduction du recours.

CHAPITRE III. — *Cessation d'activités*

Art. 12. La caisse privée qui décide ou se voit contrainte de cesser ses activités en tant que caisse privée en informe simultanément l'Agence et le Gouvernement, au plus tard le jour de la décision de cessation d'activités.

Art. 13. § 1^{er}. L'Agence vérifie, au 31 décembre de chaque année, le nombre de dossiers d'enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement, géré par la caisse privée.

Lorsque l'Agence constate, pour une année déterminée N, que le nombre de dossiers d'enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement géré par la caisse privée descend en-dessous de dix pour cent du nombre total des enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement sur le territoire de la région de langue française, elle en informe la caisse privée et lui rappelle les conditions du retrait d'agrément prévues par l'article 58, § 7, du décret du 8 février 2018.

Lorsque l'Agence constate, pour l'année N+1, que le nombre de dossiers d'enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement géré par la caisse privée descend également en-dessous de dix pour cent du nombre total des enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement sur le territoire de la région de langue française, malgré l'information faite en vertu de l'alinéa 2, elle en informe la caisse privée par un envoi conférant date certaine et communique cette information, dans les deux mois, au Gouvernement.

§ 2. Le nombre d'enfants inscrits dans le répertoire particulier des personnes visé à l'article 6 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque carrefour de la sécurité sociale, avec une période de paiement active au niveau de l'enfant bénéficiaire, détermine le nombre de dossiers en paiement gérés par la caisse privée.

Art. 14. En cas de retrait d'agrément par le Gouvernement, Il fixe la date à partir de laquelle la mesure produit ses effets.

Le Gouvernement notifie à la caisse privée sa décision de retrait de l'agrément dans les quinze jours qui suivent sa décision et en communique copie à l'Agence.

La décision de retrait de l'agrément est publiée, par extrait, au *Moniteur belge* et publiée sur le site de l'Agence.

Art. 15. Les affiliés de la caisse privée qui cesse ses activités sont affiliés de plein droit à la Caisse publique wallonne d'allocations familiales.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de fusion volontaire de deux ou plusieurs caisses privées, les affiliés d'une caisse privée qui cesse ses activités sont automatiquement affiliés à la nouvelle caisse privée.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 17. Le Ministre qui a les Prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200267]

20 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de evaluatie en de stopzetting van de activiteiten van de privé-kinderbijslagfondsen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, de artikelen 58 en 59;

Gelet op het rapport van 29 december 2018 bedoeld in artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2018;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 28 augustus 2018;

Gelet op het advies nr. 64.319/2 van de Raad van State, gegeven op 22 oktober 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,
Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2^o privé-fonds: ieder door de Regering erkend privé-kinderbijslagfonds;

3^o stopzetting van activiteiten: het einde van de activiteiten van een privé-kinderbijslagfonds als privé-kinderbijslagfonds erkend door de Regering ten gevolge van een vrijwillige of rechterlijke beslissing of een intrekking van de erkenning;

4^o Comité "Gezinnen" : het Comité bedoeld bij artikel 20 van het Waals wetboek van sociale Actie en Gezondheid;

5^o decreet van 8 februari 2018: het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

6^o verzending die vaste datum verleent : een verzending waarvan de datum van ontvangst kan worden bewezen en die één van de volgende vormen aanneemt :

1) de gedateerde e-mail voorzien van een elektronische handtekening;

2) het aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

3) de zending door een privé-onderneming tegen ontvangstbewijs;

4) de indiening van de akte tegen ontvangstbewijs;

7^o de Minister: de Minister die voor de Gezinsbijslagen bevoegd is;

8^o herstelplan: het herstelplan bedoeld in de artikelen 58, § 4, tweede lid, 2^o, en 59, § 2, eerste lid, van het decreet van 8 februari 2018.

HOOFDSTUK II. — *Evaluatie en tekortkomingen*

Art. 3. Het Agentschap gaat periodiek en minstens één keer per jaar op z'n vroegst op de verjaardatum van de inwerkingtreding van de erkenning van het privé-fonds na of de in artikel 58, § 3, van het decreet van 8 februari 2018 bedoelde bepalingen zijn nageleefd.

Voor dit onderzoek gebruikt het Agentschap zo veel mogelijk de elektronische gegevens van authentieke bron en de inlichtingen verstrekt door de controlediensten van zijn branche "Gezinnen".

Op gewoon verzoek van het Agentschap deelt het privé-fonds alle vereiste aanvullende inlichtingen en documenten binnen de voorgeschreven termijn mede.

Art. 4. Het evaluatieverslag wordt op een jaarlijkse basis opgemaakt.

In geval van negatieve evaluatie bedoeld in artikel 58, § 4, tweede lid, van het decreet van 8 februari 2018 wordt het voorstel tot administratieve sanctie op de agenda geplaatst van één van de volgende vergaderingen van het Comité "Gezinnen" dat zijn advies bij het evaluatieverslag voegt.

Het Agentschap betekent het evaluatieverslag vergezeld, in geval van een negatieve evaluatie, van het advies van het Comité "Gezinnen", via verzending die vaste datum verleent, aan het privé-fonds.

Art. 5. Voor de toepassing van artikel 59, § 3, van het decreet van 8 februari 2018 betekent het Agentschap, via verzending die vaste datum verleent, een voorstel tot administratieve sanctie, vergezeld van het advies van het Comité "Gezinnen", aan het privé-fonds.

Art. 6. § 1. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving van het in artikel 4 bedoelde evaluatieverslag of van het in artikel 5 bedoelde voorstel tot administratieve sanctie kan het privé-fonds zijn schriftelijke opmerkingen via verzending die vaste datum verleent aan het Agentschap mededelen.

§ 2. Binnen dezelfde termijn en volgens dezelfde modaliteiten kan het privé-fonds vragen om gehoord te worden, waarbij ze door de persoon van zijn keuze wordt vertegenwoordigd.

Het privé-fonds kan uiterlijk binnen dertig dagen na de kennisgeving van het evaluatieverslag of van het voorstel tot administratieve sanctie gehoord worden door de binnen het Agentschap aangewezen persoon.

Het Agentschap stelt een proces-verbaal op van het verhoor, dat het aan het privé-fonds meedeelt.

§ 3. Het Agentschap bezorgt de Minister het in artikel 4 bedoelde evaluatieverslag vergezeld, in geval van een negatieve evaluatie, van het voorstel tot administratieve sanctie, of van het in artikel 5 bedoelde voorstel tot administratieve sanctie, vergezeld, in voorkomend geval, van het advies van het Comité "Gezinnen", van de in § 1 schriftelijke opmerkingen van het privé-fonds en van het in § 2, derde lid, bedoelde proces-verbaal van het verhoor.

Art. 7. De Regering kan één van de maatregelen bedoeld in de artikelen 58, § 4, tweede lid, of 59, § 2, eerste lid, van het decreet van 8 februari 2018 treffen binnen zestig dagen na de kennisgeving van het evaluatieverslag vergezeld, in geval van een negatieve evaluatie, van het voorstel tot administratieve sanctie of van het voorstel tot administratieve sanctie.

Bij gebrek aan beslissing binnen de in het eerste lid bedoelde termijn wordt de Regering geacht af te zien van een administratieve sanctie.

De Regering betekent haar beslissing aan het privé-fonds via een verzending die vaste datum verleent.

Art. 8. Het herstelplan bevat minstens de volgende elementen:

1° de gedetailleerde en van commentaar voorziene staat van de financiële en administratieve toestand van het privé-fonds;

2° kwantitatieve en kwalitatieve toezichtindicatoren voor de verbetering van de administratieve en financiële toestand van het privé-fonds;

3° de maatregelen die uitgevoerd moeten worden om de uitgaven te beheersen, de kwaliteit van de dienstverleningen te optimaliseren en de tevredenheid van de begunstigten van het privé-fonds te vergroten;

4° het tijdschema van de uitvoering van herstelplan.

Art. 9. Het privé-fonds onderwerpt het herstelplan aan het Agentschap binnen door de Regering voorgeschreven termijn met een maximum van vier maanden.

Art. 10. Binnen drie maanden na ontvangst van het herstelplan onderzoekt het Agentschap of:

1° het herstelplan aan de in artikel 8 bedoelde eisen voldoet;

2° de in het herstelplan voorziene maatregelen snel en doeltreffend kunnen worden uitgevoerd.

Wanneer het Agentschap vaststelt dat het herstelplan significante lacunes vertoont of indien er significante belemmeringen zijn voor de uitvoering ervan, verzoekt bedoeld Agentschap het privé-fonds om de nodige wijzigingen aan te brengen in een gerectificeerd herstelplan binnen de termijn die het vaststelt.

Art. 11. Het Agentschap bepaalt de modaliteiten van het herstelplan wanneer het privé-fonds geen herstelplan of geen gerectificeerd herstelplan voorlegt binnen de in artikel 10, tweede lid, bedoelde termijn.

Het privé-fonds kan tegen de door het Agentschap vastgestelde modaliteiten van het herstelplan een beroep via een verzending die vaste datum verleent, bij de Minister indienen binnen vijftien dagen na ontvangst van het herstelplan.

Dat beroep is niet schorsend.

De Minister beslist binnen dertig dagen na ontvangst van de indiening van het beroep.

HOOFDSTUK III. — *Stopzetting van de activiteiten*

Art. 12. Het privé-fonds dat beslist of dat verplicht is zijn activiteiten als privé-fonds stop te zetten, stelt gelijktijdig het Agentschap en de Regering in kennis daarvan uiterlijk op de dag van de beslissing tot stopzetting van de activiteiten.

Art. 13. § 1. Op 31 december van elk jaar controleert het Agentschap het aantal dossiers van rechtgevende kinderen met in betaling zijnde dossiers, beheerd door het privé-fonds.

Wanneer het Agentschap voor een bepaald jaar N vaststelt dat het aantal dossiers van rechtgevende kinderen met in betaling zijnde dossiers, beheerd door het privé-fonds, onder de tien procent daalt van het totaal aantal rechtgevende kinderen met in betaling zijnde dossiers op het grondgebied van het Franse taalgebied, informeert bedoeld Agentschap het privé-fonds daarover en herinnert het hem aan de voorwaarden voor de intrekking van de erkenning bedoeld in artikel 58, § 7, van het decreet van 8 februari 2018.

Wanneer het Agentschap voor het jaar N+1 vaststelt dat het aantal dossiers van rechtgevende kinderen met een in betaling zijnde dossiers, beheerd door het privé-fonds, ondanks de krachtens lid 2 verstrekte informatie ook onder de tien procent daalt van het totaal aantal rechtgevende kinderen met in betaling zijnde dossiers op het grondgebied van het Franse taalgebied, informeert bedoeld Agentschap het privé-fonds daarover via verzending die vaste datum verleent, en deelt het deze informatie binnen twee maanden aan de Regering mee.

§ 2. Het aantal kinderen ingeschreven in het bijzonder repertorium van de personen bedoeld in artikel 6 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, met een actieve betalingsperiode op het gebied van het rechtgevende kind bepaalt het aantal in betaling zijnde dossiers die door het privé-fonds worden beheerd.

Art. 14. In geval van intrekking van de erkenning door de Regering stelt ze de datum vast met ingang waarvan de maatregel in werking treedt.

De Regering betekent het privé-fonds haar beslissing tot intrekking van de erkenning binnen vijftien dagen na haar beslissing en maakt er een afschrift van aan het Agentschap over.

De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

Art. 15. De aangeslotenen bij het privé-fonds dat zijn activiteiten stopzet, worden van rechtswege aangesloten bij het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" (Waalse Openbare Fonds voor Gezinsbijslagen).

In afwijking van het eerste lid zijn de aangeslotenen bij een privé-fonds dat zijn activiteiten stopzet, in geval van vrijwillige fusie van twee of meerdere privé-fondsen, automatisch aangesloten bij het nieuwe privé-fonds.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 17. De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI